

# Motions adoptées au conseil d'administration du 11 décembre 2023

## *Motion 1*

Nous assistons dans l'impuissance à l'effroyable guerre en cours au Proche-Orient depuis le 7 octobre. Des universités du monde entier ont exprimé leur juste et nécessaire condamnation des terribles attaques et affrontements du 7 octobre qui ont vu la mort de plus de 1 200 personnes en Israël. S'associant à ces condamnations, le conseil d'administration de l'Université Paris Nanterre considère que rien ne peut justifier les violences atroces commises par le Hamas.

Depuis, la riposte militaire d'Israël a provoqué une catastrophe humanitaire dans la bande de Gaza. Les bombardements sans relâche et l'invasion au sol n'épargnent ni les hôpitaux, ni les écoles, ni les zones d'évacuation. Un blocus quasi-total prive la population civile d'eau, de nourriture, de carburant, d'électricité et de matériel médical. Les organisations d'aide humanitaire affirment être incapables de mener à bien leurs opérations de secours. On dénombre à ce jour plus de 18 205 morts dont près de la moitié sont des enfants, plus de 49 645 personnes blessées et plus de 1,8 millions de personnes déplacées, soit 80 % de la population de Gaza. La Cisjordanie occupée est elle aussi en proie à des événements d'une grande violence.

Le conseil d'administration considère qu'aucune catastrophe ne peut en justifier une autre. Les violences commises contre le peuple palestinien ne répareront jamais celles commises contre le peuple israélien.

Il exprime toute son empathie aux personnels et étudiantes et étudiants de notre université qui sont frappés, d'une manière ou d'une autre, par ces événements tragiques.

Il exprime toute sa solidarité avec les collègues et les étudiantes et étudiants piégés dans la situation désastreuse que connaissent depuis des semaines nombre d'universités palestiniennes de la bande de Gaza – bâtiments détruits, personnels tués, blessés, endeuillés.

Face à ce que le secrétaire général de l'ONU António Guterres qualifie de « crise de l'humanité », le conseil d'administration se joint aux appels à un cessez-le-feu immédiat, à la libération de tous les otages, à la fin du blocus, à l'ouverture de couloirs humanitaires et à une application effective du droit international dans la région.

## **Motion 2**

Le conseil d'administration de l'Université Paris Nanterre tient à réaffirmer solennellement son attachement aux libertés académiques, à l'éclairage du débat public par les connaissances scientifiques et à la liberté d'expression, dans les limites de ce qu'autorise la loi.

Ces valeurs essentielles au bon fonctionnement d'un établissement d'enseignement supérieur et de recherche comme le nôtre sont aujourd'hui menacées dans le contexte de l'escalade tragique de la violence au Proche-Orient.

Certains champs de recherche voient leur légitimité remise en cause par des polémiques politiques biaisées. Cela concerne en premier lieu des spécialistes du conflit israélo-palestinien qui tentent d'éclairer le débat public et qui se voient accusé·es d'antisémitisme ou d'apologie du terrorisme lorsque leurs contributions ne confortent pas le récit du gouvernement israélien. Notre établissement en particulier subit une intense campagne diffamatoire de la part de plusieurs médias qui dépeignent notre communauté comme un « foyer d'antisémitisme ».

Ce climat délétère encourage la censure, l'autocensure et la prolifération d'amalgames contraires à l'esprit scientifique et démocratique.

Le conseil d'administration condamne fermement tout acte ou propos antisémite. Il rappelle que notre établissement prend systématiquement les mesures disciplinaires requises, lorsque ces actes ou propos sont avérés, au même titre que pour tout acte ou propos raciste, xénophobe ou discriminatoire. Il refuse, en revanche, d'assimiler toute analyse critique de la politique israélienne ou tout soutien au peuple palestinien à une quelconque forme d'antisémitisme.

Fidèles à nos convictions et à nos engagements humanistes, nous réaffirmons que toutes les vies humaines ont la même valeur. Chaque victime de ce conflit, du côté israélien comme du côté palestinien, est une victime de trop. Nous soutenons les membres de la communauté universitaire qui tentent de faire la lumière sur les causes de ce drame, qui se mobilisent en faveur des victimes et qui œuvrent à un processus de paix.

Notre université est et doit rester un lieu de production de connaissances scientifiques, d'apprentissage de l'esprit critique, de débats contradictoires et de lutte contre toute forme de discrimination.